

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 110 | 25-31 juillet 2022

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 52 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

29 juillet : Un journaliste révèle que Sedat Laçiner, un universitaire emprisonné pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen, a été condamné à une peine disciplinaire de quatre mois le jour de sa libération.

30 juillet : Şükrü Tuğrul Özşengül, un universitaire incarcéré dans une prison d'Istanbul malgré ses problèmes de santé, meurt d'une crise cardiaque. Özşengül a été emprisonné pour ses liens présumés avec le mouvement Gülen.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

25 juillet : Le bureau du gouverneur de Mersin a interdit les événements de fierté dans la province pendant une période de 15 jours.

25 juillet : La police d'Antalya est intervenue dans une manifestation organisée par le HDP, arrêtant brièvement sept personnes.

27 juillet : La gendarmerie d'Ordu est intervenue dans une manifestation organisée pour protester contre l'octroi d'une source d'« eau de source » à une entreprise privée, détenant brièvement 11 personnes.

29 juillet : La police d'Istanbul a arrêté trois personnes qui avaient protesté contre le maire d'Istanbul lors d'une visite à la mosquée.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

25 juillet : La police de Mardin retire une banderole accrochée par le HDP sur son siège provincial.

25 juillet : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à trois reportages sur des allégations selon lesquelles 43 appels d'offres financés par des fonds publics auraient été attribués à une entreprise appartenant aux fils du chef d'une association religieuse pro-gouvernementale.

26 juillet : La police d'Istanbul a arrêté la politicienne de gauche Selvinaz Göçmez pour diffusion de propagande terroriste.

26 juillet : Mahmut Mirkelam, maire du district de Şanlıurfa, a agressé physiquement le journaliste local Kerem Kırpaç.

26 juillet : La Cour constitutionnelle n'a constaté aucune violation des droits dans une sanction disciplinaire infligée à 22 enseignants pour avoir organisé une manifestation contre la liberté d'utiliser sa langue maternelle.

26 juillet : Un tribunal de Diyarbakır a décidé de bloquer l'accès à un site Web utilisé par l'agence de presse pro-kurde Etkin (ETHA).

26 juillet : La police des douanes d'Antalya a interdit à la journaliste chypriote turque Aysu Basri Akter d'entrer en Turquie au motif qu'elle constituait une menace pour la sécurité nationale.

27 juillet : Deux journalistes locaux à Adana ont été arrêtés et maltraités par les propriétaires et les travailleurs d'une usine de recyclage qu'ils ont visitée pour faire un reportage d'enquête.

27 juillet : La police de Manisa a brièvement détenu quatre personnes, dont trois membres du HDP, en raison de leurs messages sur les réseaux sociaux.

28 juillet : La police d'Antalya a arrêté six personnes accusées de diffusion de propagande terroriste.

28 juillet : La Cour suprême d'appel annule les condamnations à perpétuité aggravées prononcées contre quatre personnes, dont l'ancien responsable des médias Hidayet Karaca, accusées de tentative de renversement de l'ordre constitutionnel en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

28 juillet : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à huit articles en ligne sur des allégations de corruption impliquant l'ancien avocat du président.

28 juillet : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à trois reportages sur un achat de terrain effectué par une société dont l'administration implique des dirigeants d'entreprises qui ont reçu des appels d'offres publics municipaux du parti au pouvoir.

28 juillet : Un tribunal de Bursa a décidé de bloquer l'accès à trois reportages sur un scandale de maltraitance d'enfants dans la province.

28 juillet : Le ministère du Commerce interdit la diffusion d'un film commercial sur le thème LGBT au motif qu'il perturbe les bonnes mœurs.

28 juillet : Un tribunal a ordonné au journaliste Fuat Uğur de verser des dommages-intérêts à un ministre du gouvernement pour une chronique qu'il a écrite sur un projet ministériel.

28 juillet : Les procureurs ont ouvert une enquête sur le politicien de l'opposition Eren Erdem, accusé d'avoir insulté le président sur les réseaux sociaux.

29 juillet : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à six reportages sur un député du parti au pouvoir qui a participé à une attaque contre le bâtiment d'un journal pro-opposition en septembre 2015.

29 juillet : La Cour constitutionnelle a statué qu'une amende monétaire infligée à la militante Nursel Tanrıverdi pour ses manifestations de sit-in d'une seule personne violait sa liberté d'expression.

LIBERTÉ DE CIRCULATION

26 juillet : La police des douanes d'Antalya a interdit à la journaliste chypriote turque Aysu Basri Akter d'entrer en Turquie au motif qu'elle constituait une menace pour la sécurité nationale.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

25 juillet : Le Conseil des juges et des procureurs (HSK) a radié le procureur Aykut Aydoğan en raison de ses liens présumés avec le mouvement Gülen.

MINORITÉ KURDE

25 juillet : Esat Atabay, un ouvrier agricole saisonnier kurde, est la cible d'une attaque raciste et est blessé à la tête.

25 juillet : La police d'Antalya est intervenue dans une manifestation organisée par le HDP, arrêtant brièvement sept personnes.

25 juillet : La police de Mardin retire une banderole accrochée par le HDP sur son siège provincial.

26 juillet : La police de Kars a arrêté le membre du HDP Gülcan Alp pour des accusations liées au terrorisme.

26 juillet : Une commission parlementaire lève l'immunité parlementaire du députée kurde Salihe Aydeniz.

26 juillet : La Cour constitutionnelle n'a constaté aucune violation des droits dans une sanction disciplinaire infligée à 22 enseignants pour avoir organisé une manifestation contre la liberté d'utiliser sa langue maternelle.

27 juillet : La police de Manisa a brièvement détenu quatre personnes, dont trois membres du HDP, en raison de leurs messages sur les réseaux sociaux.

28 juillet : La police de Mersin a arrêté 21 personnes, dont des cadres locaux du HDP, pour des accusations liées au terrorisme.

29 juillet : La police d'Istanbul a arrêté sept membres du HDP. Au cours des perquisitions, la police a maltraité les membres de la famille du dirigeant du HDP, Livan Orman, qui a été arrêté dans le cadre de l'opération.

30 juillet : La chanteuse d'opéra Pervin Çakar annonce qu'une université de Mardin a refusé de lui donner une salle pour un concert au motif qu'il y avait des chansons en langue kurde dans son répertoire.

AUTRES MINORITÉS

26 juillet : Une foule à Diyarbakır a verbalement menacé trois personnes après avoir visité une église.

28 juillet : Le ministère du Commerce interdit la diffusion d'un film commercial sur le thème LGBT au motif qu'il perturbe les bonnes mœurs.

30 juillet : Des assaillants ont attaqué plusieurs lieux de culte alévis (Cemevi) à Ankara. Les attaques ont eu lieu le premier jour du mois sacré alévi de Muharram et ont fait deux blessés physiques.

CONDITIONS CARCÉRATIVES

25 juillet : Une prison d'Adana coupe fréquemment l'approvisionnement en eau des quartiers des prisonniers.

25 juillet : Une prison de Van rejette les demandes de visite à l'hôpital de quatre détenus testés positifs au Covid-19.

26 juillet : Des rapports indiquent qu'une prison de Van maintient six détenus dans des cellules individuelles depuis 67 mois, restreignant leurs droits sociaux et

culturels et confisquant leurs requêtes au ministère de la Justice.

28 juillet : Une prison de Giresun refuse les visites à l'hôpital aux détenus qui refusent les fouilles buccales.

30 juillet : Une prison d'Aksaray a rejeté les demandes de visite à l'hôpital des détenus testés positifs au Covid-19.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

27 juillet : Trois demandeurs d'asile politiques turcs ont été arrêtés par les autorités turques après avoir été refoulés par la Grèce alors qu'ils tentaient de franchir la frontière.

28 juillet : Des reportages dans les médias et une enquête interne divulguée ont révélé que Frontex, l'agence des frontières de l'Union européenne, couvrait régulièrement les refoulements illégaux de migrants par les garde-côtes grecs.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

28 juillet : La police d'Istanbul a agressé physiquement et verbalement une personne lors d'un contrôle d'identité. Le département de police d'Istanbul a annoncé par la suite qu'une enquête avait été ouverte sur les policiers impliqués.

29 juillet : La police d'Istanbul a maltraité les membres de la famille du dirigeant du HDP, Livan Orman, lors d'une perquisition à son domicile pour l'arrêter.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

29 juillet : Le ministère de l'Intérieur autrichien a confirmé que trois Turcs autrichiens avaient été arrêtés en juin parce qu'ils étaient soupçonnés d'espionner un dissident pour les services de renseignement turcs et avaient été libérés dans l'attente de leur procès après avoir été interrogés.